

Stéphane Buffetaut

Juillet 2008



CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS

Les Dossiers du CNI

Vers quelle Union européenne ? Le CNI ni eurosceptique, ni eurobéat

Stéphane Buffetaut

Membre du CES européen

Ancien député européen

Président du CNI des Yvelines

Après le non au référendum irlandais, le refus du Président polonais de ratifier un traité devenu sans objet et l'issue plus qu'incertaine du débat en République Tchèque, la présidence française de l'Union européenne s'ouvre dans des conditions difficiles et la question institutionnelle, que l'on croyait un peu hâtivement résolue, risque de peser sur cette présidence et d'accaparer l'énergie de Nicolas Sarkozy.

Ce rejet irlandais vient après celui du projet de constitution européenne par la France et les Pays-Bas en 2005, à de larges majorités (respectivement 54,68% et 61,54%). Plutôt que de stigmatiser les Irlandais ne conviendrait-il pas de s'interroger sur le "désamour" des européens à l'égard de la construction européenne ? Au demeurant faut-il s'en étonner ? Des signes avant coureurs avaient été superbement ignorés par le monde politique. Souvenons nous qu'en France le traité de Maastricht n'avait été ratifié qu'à une courte majorité (51,05%) et que depuis 1979, date de la première élection au suffrage universel direct du parlement européen, le taux de participation s'est effondré, passant de 60,7% à 42,76% en 2004, démontrant ainsi le peu d'intérêt des électeurs français pour les affaires européennes ou leur méfiance.

Ces résultats, dont les motifs sont variés, hétéroclites et sans doute contradictoires n'en démontrent pas moins le fossé béant qui s'est creusé entre les opinions publiques et l'Union européenne, entre le "pays légal et le pays réel" ou pour reprendre une phrase de M.Raffarin entre "la France d'en haut et la France d'en bas".

Il est évident que le replâtrage technique du traité de Lisbonne n'a pas comblé l'abîme d'incompréhension et d'appréhension entre les peuples et le projet européen. La question qu'il convient de se poser est de savoir comment un projet qui fut porteur d'espoir et d'enthousiasme pour nos pères s'est-il mué en objet de méfiance voire de défiance à notre génération ?

Pendant des lustres les Français ont entendu la ritournelle : "l'Europe c'est la paix et la prospérité. Il nous faut plus d'Europe", alors même que la paix semble un acquis que nul ne menace en Europe, que la prospérité paraît de moins en moins au rendez-vous et que les citoyens, effarés par la masse des réglementations européennes, souhaitent surtout moins d'Europe ou une autre Europe.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est apporter les preuves des bienfaits de l'Union européenne car le temps où ils semblaient évidents est bel et bien révolu. Mais il nous faut aussi redessiner de nouvelles perspectives pour redonner du souffle et une inspiration qui semblent s'être épuisés.

Sans s'appesantir sur le passé, il n'est pas inutile de rappeler qu'il y a soixante ans l'Europe était en ruine et pleurait des dizaines de millions de morts et de disparus. Qu'il y a une trentaine d'années l'Espagne, la Grèce et le Portugal vivaient sous des régimes

autoritaires et des dictatures militaires et que les pays d'Europe centrale et de l'Est ne se sont libérés du totalitarisme marxiste-léniniste qu'il y a à peine vingt ans. Or quel fut le premier souhait de ces nations si longtemps privées de liberté ? Rejoindre l'Union européenne effectivement symbole de paix, de liberté et de prospérité. Aujourd'hui tous participent, non sans heurts certes, à cette espace pacifique de coopération mutuelle politique et économique. Qui ne verrait là un considérable progrès pour un continent qui s'est si souvent déchiré dans des guerres fratricides ? De même, la création du marché commun, la libération des échanges, la libre circulation des personnes eurent un effet d'entraînement et de progrès économique et social considérables leur temps et aujourd'hui encore. Et s'il faut citer des projets ambitieux qui ne voit l'apport d'Erasmus dans les échanges universitaires ou le bienfondé de GALILEO, élément fédérateur du meilleur de nos compétences scientifiques et techniques dans le domaine spatial ?

Pourtant, la construction européenne, qui, dans son principe, fait pourtant honneur à l'esprit d'innovation politique du vieux continent semble s'être enlisée dans le formalisme, la bureaucratie, l'esprit de système et l'idéologie et, ce faisant, s'est éloignée des peuples.

L'urgence est de rompre avec ce cercle vicieux afin de faire renaître l'élan européen, non pour le plaisir de faire perdurer une machinerie politique et administrative, mais parce qu'il s'agit d'une nécessité aussi impérieuse qu'au lendemain de la guerre. Nos prédécesseurs devaient relever le défi de la reconstruction, nous devons relever celui de la mondialisation et l'Union européenne doit être un instrument de puissance dans l'organisation du nouvel ordre mondial. Faute de quoi les pays d'Europe s'effaceront peu à peu de l'Histoire du monde qui se fera sans eux voire contre eux. Pour y parvenir l'Union européenne doit faire l'effort de se définir dans son essence comme dans ses limites géographiques, de proposer des politiques claires de défense des intérêts européens, de renoncer à un esprit de système qui exaspère les citoyens, de lancer des projets fédérateurs et emblématiques.

Un ensemble politique, économique et social qui s'avère incapable de se définir ne peut qu'inquiéter les citoyens. Qu'est donc l'Union européenne ? Quelles sont ses valeurs fondatrices ? Où s'arrête-t-elle ? Qui rassemble-t-elle ? Faute de l'avoir clairement dit, l'on a fait naître des craintes et des inquiétudes dont l'exemple caricatural a été le fameux plombier polonais.

L'Europe est née de la philosophie grecque, de l'apport romain, du christianisme et de la philosophie des lumières. Ces apports ont généré une conception particulière de la personne humaine, de sa dignité, de son autonomie et de sa liberté fondées sur sa responsabilité.

Cette conception a produit une histoire qui, comme toute histoire, a ses heures lumineuses et ses heures sombres car il ne saurait y avoir de lumière sans ombre. Ainsi faut-il rompre avec le perpétuel sentiment de culpabilité que l'on veut faire peser sur l'Europe. Celle-ci peut être fière de sa civilisation à condition qu'elle reste fidèle aux principes qui l'ont fondée.

Mais l'Europe doit aussi se définir géographiquement. Elle ne peut s'étendre indéfiniment jusqu'aux confins de l'Asie mineure pour se retrouver une puissance du Moyen-Orient, plongée dans une civilisation et des enjeux politiques qui ne peuvent être directement les siens. Si la Turquie doit être proche de l'Union européenne, il est évidemment absurde de prétendre qu'elle a vocation à en faire partie.

De surcroît, les citoyens ont le sentiment que l'Union ouvre son territoire à tous les vents de la concurrence mondiale sans en tirer de véritables avantages, alors qu'elle pèse fort peu dans le domaine international et militaire.

La mondialisation est un fait provoqué par les innovations techniques (internet, révolution des transports etc...) mais aussi un fait voulu par les pouvoirs politiques et économiques qui ont organisé l'internationalisation de l'économie dans le cadre de l'organisation mondiale du commerce et grâce à une monnaie commune d'échange, le dollar.

Dans ce contexte, la définition des objectifs de la politique commerciale européenne est essentielle, ainsi que ceux de la politique monétaire. Or dans ces deux domaines les Etats ont délégué leurs compétences, d'une part à la Commission européenne, d'autre part, pour les Etats de la zone euro, à la Banque centrale européenne.

Sur le plan des négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, il faut rompre avec l'angélisme d'une pratique du libre échange à la limite de la naïveté. Nos partenaires américains ou asiatiques viennent à la table des négociations avec des objectifs souvent rudes et

sans annoncer à l'avance les termes de la négociation. L'Union européenne se doit de participer aux sessions de l'OMC dans un esprit offensif, voire intransigeant sur ses intérêts stratégiques, et préférer un échec des négociations à un mauvais accord.

De même, il faut en finir avec un monétarisme borné qui prend les effets pour les causes et voit des tensions inflationnistes là où il n'y a que les effets de la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières et non le cercle vicieux de l'inflation.

Dans le même esprit, il faut cesser de rechercher une concurrence "chimiquement pure", euro centrée et dont l'un des effets indirects les plus désastreux a été le rachat de Péchiney par Alcan et le transfert de tous les centres de décision et de recherche au Canada, c'est-à-dire de ce qui compte dans la mondialisation. Nous avons besoin de champions européens dans la compétition mondiale, et l'aune de mesure n'est plus le territoire de l'Union mais le monde.

Les politiques commerciale, monétaire et de la concurrence européennes doivent constituer une arme dans la mondialisation et non le cheval de Troie de celle-ci. C'est le souhait des peuples, comme ils souhaiteraient une politique de la défense plus concertée dans un monde incertain. L'Europe apparaît plus souvent vulnérable que protectrice. Protectrice de nos emplois, de nos productions, de notre sécurité d'approvisionnement énergétique, de notre environnement, de nos cultures et de nos modes de vie sans sombrer dans la sclérose et le conservatisme ou se réduire à un grand marché de 500 millions de consommateurs. Une Europe plus forte donc sur la scène internationale mais moins interventionniste sur le plan de la vie quotidienne où, trop souvent, harmonisation semble rimer avec uniformisation.

A l'heure où la France prend la présidence de l'Union européenne pour six mois, en pleine crise institutionnelle, et dans un environnement économique difficile et perturbé, il faut nous souvenir qu'une présidence efficace se doit d'être tout à la fois hardie et modeste, volontaire et diplomate car présider au destin de vingt sept Etats membres nécessite autant d'humilité que de volonté. Mais, par-dessus tout, il faut que les peuples d'Europe perçoivent qu'il existe une maîtrise et une direction politiques de l'Union européenne qui trop souvent leur a paru lointaine et bureaucratique. Le vrai enjeu, c'est que les peuples s'approprient l'Union européenne. Le Général de Gaulle avait noté lors d'une conférence de presse : "Dante, Goethe, Chateaubriand appartiennent à toute l'Europe dans la mesure même où ils sont respectivement et éminemment italien, allemand et français".

C'est toute la grandeur du projet européen : créer une union de nations et de peuples qui sachent transcender les diversités sans les broyer, protéger sans scléroser, pour parvenir à un continent apaisé et uni qui soit un modèle de civilisation et de prospérité.